

**4 Économie**

**Matérialisation du Programme Graine  
Les 50 premiers caterpillars livrés**

**MSM**  
Libreville/Gabon

**A LA SUITE** de la signature, le 30 août dernier, d'un important contrat de 140 millions de dollars ( 84 milliards de francs) pour l'achat de 475 bulldozers entre l'Etat, la société Olam International Ltd. et le géant américain Caterpillar, les premiers engins (une cinquantaine) viennent effectivement d'être livrés.

Ceux-ci seront utilisés dans le cadre du développement du programme Gabonaise des réalisations agricoles et des initiatives des nationaux engagés (Graine) et vont permettre d'accélérer sa mise en œuvre, a indiqué la Société de transformation agricole et de développement rural (Sotrader) en charge de la gestion de ce grand projet agricole. Il s'agit du plus gros contrat jamais signé, pour une seule commande, par ce géant de la fabrication d'engins in-



Photo : DR

**Arrivée des premiers engins et autres machines au port d'Owendo .**

dustriels en Afrique subsaharienne. Dans le cadre de la signature dudit contrat, 25 Gabonais seront retenus, selon un processus de sélection transparent, pour être formés par Caterpillar au Maroc. Par ailleurs, le groupe industriel Caterpillar s'est engagé à installer un centre de formation sur place dans la Zone économique spéciale (ZES) de Nkok. Des formations relatives à l'assemblage et à la réparation des équipements y seront dis-

pensées. Le terrain sera fourni par l'Etat gabonais, le centre sera construit par la société Tractafric Gabon. Cet partenariat débouchera sur la création de 200 emplois auxquels vont s'ajouter ceux créés par le programme Graine, qui compte déjà près de 6 500 adhérents. Il faut rappeler que la venue de ces engins intervient après le lancement, par le président Ali Bongo Ondimba, de l'une des phases du Programme Graine dans la province de la Ngounié.

**Mise en œuvre des directives du cadre harmonisé des finances publiques de la Cémac**

**Les experts de la sous-région en formation**

**RHA**  
Libreville/Gabon

**L'INSTITUT** de l'économie et des finances de Libreville (IEF) a abrité les 16 et 17 novembre 2015, sous la présidence du commissaire de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (Cemac) en charge du Département des politiques économique, monétaire et financière, l'atelier sur la "stratégie régionale de renforcement des capacités pour la mise en œuvre des directives du cadre harmonisé des finances publiques de la Cémac". Cette rencontre a regroupé tous les Etats membres de la Cémac ainsi que la République démocratique du

Congo, Sao Tomé et Principe et plusieurs partenaires techniques et financiers, dont l'Union européenne. Le renforcement des capacités est une étape incontournable pour l'opérationnalisation du plan d'action de ce cadre harmonisé de gestion de finances publiques adopté par le Conseil des ministres de la Cémac. Les assises de Libreville ont permis de fixer les axes majeurs, de même que la feuille de route en vue d'une meilleure appropriation et application effective des nouvelles directives et de leur transposition dans les droits nationaux, au plus tard le 31 décembre 2017. Ces directives portent sur le "Code de transparence", les "Lois de finances publiques, le



Photo : R.H.A

**Plusieurs experts de la sous-région ont pris part à cette rencontre.**

Règlement général de la comptabilité publique, la Nomenclature budgétaire de l'Etat, le Plan comptable de l'Etat et le Tableau des opérations financières de l'Etat". La stratégie comporte des actions visant la formation

des experts en finances publiques de la sous-région, la formation des formateurs, la capitalisation et l'échange d'expériences. Les écoles régionales en matière de finances publiques, les Ecoles nationales d'administration

(ENA) et les universités serviront de cadre pour ces formations. Celle en ligne sera aussi encouragée pour atteindre le maximum de praticiens. A l'issue des travaux, l'atelier a permis de définir les relais dont dispose la Commission ainsi que les appuis dont elle peut bénéficier pour l'accompagnement des Etats ; de présenter la stratégie de formation de la Cémac, afin de favoriser l'émergence d'une expertise régionale, en collaboration avec les Partenaires techniques et financiers (PTF) ; de valider le dispositif de renforcement des capacités devant aboutir à l'émergence d'une expertise régionale ; de définir les prochaines étapes clés dans une feuille de route et décli-

ner le calendrier des principales actions en matière de formations ciblées. Notons que cet atelier marque la première étape de la mise en place d'un dispositif retenu par les Etats. Un dispositif à deux étages constitué d'un groupe de praticiens en finances publiques, chargé de mettre en œuvre la réforme, qui sera appuyée par un Réseau structuré d'experts en finances publiques labellisés de la Cémac. Les étapes ultérieures consisteront à la mise en place d'un cadre juridique adapté pour le Groupe de praticiens en finances publiques et à l'opérationnalisation du réseau des experts.

**Transport maritime**

**Le CGC en conclave à Dubaï**

**MSM**  
Libreville/Gabon

**LE** Conseil gabonais des chargeurs (CGC) organise, du 15 au 20 novembre 2015, à Dubaï (Emirats Arabes Unis), en collaboration avec la société Franco Shipping Limited, son mandataire, la 6e édition de la réunion des mandataires, placée sous le thème "le Conseil gabonais des chargeurs et la contribution du mandataire dans la facilitation et la simplification des échanges sous l'ère du Gabon émergent". Le ministre des Transports, Ernest Mpouho Epigat, la directrice générale du CGC, Liliane Nadège Ngari épouse Onanga Y'Obégé, le prési-

dent du conseil d'administration, Luchérie Gahila, l'ambassadeur du Gabon près le Royaume d'Arabie Saoudite avec juridiction aux Emirats Arabes Unis, Ismaël Gnamalengoungou Oligui, ainsi que près d'une centaine d'invités, constitués de chargeurs, transitaires, armateurs et d'autres professionnels du secteur de transport maritime, prennent part à ces assises. Pour les responsables du CGC, le choix de ce thème est justifié par le souci de répondre aux attentes des chargeurs pour un trafic de fret fluide de bout en bout, et d'accomplir sa mission de facilitation et de simplification de la chaîne de transport maritime de marchandises. « Les mandataires sont des



Photo : DR

**La délégation gabonaise aux assises de Dubai.**

opérateurs économiques du secteur maritime, partenaires du C.G.C qui assurent le relais de son action au niveau international, en amont de la chaîne de transport des marchandises. Ils sont particulièrement impliqués dans la mise en œuvre de la stratégie d'encadrement du trafic de fret maritime et de facilitation de nos échanges exté-

rieurs», a indiqué la directrice générale du CGC, Liliane Nadège Ngari. La réunion des mandataires se tient chaque année, de façon rotative, au Gabon et dans les différents pays où sont domiciliés ses partenaires. La société Franco Shipping Limited, domiciliée à Dubaï, est aujourd'hui hôte de cette 6e édition, après la

réunion qui s'est tenue du 15 au 17 avril 2014 à Port-Gentil. Cette réunion, placée sous le haut patronage du ministre des Transports, offre une occasion au C.G.C d'échanger avec ses mandataires sur leurs contributions dans la facilitation et la simplification des échanges extérieurs du Gabon à l'ère de l'émergence. C'est, en outre, l'occasion de traiter des procédures administratives en vigueur au Gabon en import-export, et de toutes les questions liées au nouvel environnement du transport et du commerce international. En somme, une réunion de réflexion et d'échanges pour l'amélioration du transport de marchandises en direction du Gabon.

« Les résultats attendus sont multiples. Mais les plus escomptés sont, d'une part, l'évaluation des activités des mandataires, le renforcement des relations entre le C.G.C et les chargeurs, c'est-à-dire les receveurs d'ordre des opérateurs économiques importateurs, les transitaires et les armateurs ou leurs représentants, se trouvant en amont de la chaîne de transport et, d'autre part, des échanges fructueux pour améliorer le trafic maritime de la desserte Gabon. Nous attendons que le C.G.C accomplisse sa mission d'assurer l'encadrement et l'amélioration du trafic maritime, en facilitant les échanges commerciaux extérieurs de notre pays», a souligné la directrice générale du CGC.

C H A N G E S	COURS INDICATIFS DES DEVISES EN DATE DU 18/11/2015	FIXING			VENTE BILLETS (sans frais)		INDICES BOURSINIERS			
		DEV	EUR/DEV	DEV/COT	DEV/CFA	DEV	CFA		en date du	
		XAF	xxxxx	xxxxx	xxxxx	1 EUR	655,957			
		USD	1,0666	1USD =	614,998	1 USD	652,048	<b>CAC 40</b>	18/11/2015	4901,48
		CAD	1,4223	1CAD =	461,195	1 CAD	485,330	<b>DOW JONES</b>	18/11/2015	17489,50
		JPY	131,6500	1JPY =	4,983	100 JPY	518,1			
		GBP	0,7009	1GBP =	934,878	1 GBP	974,255			
		CHF	1,0838	1CHF =	607,238	100 CHF	63369,52			
		ZAR	15,1537	1ZAR =	43,287	100 ZAR	4501,32			
		MAD	10,6938	1MAD =	61,340	1MAD	63,79			
		CNY	6,8054	1CNY =	96,388	1CNY	99,28			

  

<b>BRENT (IPE) US Dollars/Baril</b>		
<b>18 Novembre : 44,21</b>		

**Union Gabonaise de Banque**

SiteWeb : <http://www.ugb-banque.com>